

# 97<sup>ÈME</sup> CONGRÈS DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

du jeudi 27 au dimanche 30 juin 2019  
Marseille – Palais des congrès et des expositions



## “ FAIRE RÉPUBLIQUE ” résolution finale adoptée par le Congrès

Le 25 juin 2016, la Ligue de l'enseignement, réunie en Congrès à Strasbourg pour célébrer ses 150 ans, publiait une déclaration qui réaffirmait ses choix historiques : réaliser une « République en action », pour que chacun puisse faire en toute lucidité ses choix personnels, professionnels et citoyens. Elle confirmait ainsi son engagement pour l'éducation, la laïcité et son attachement à l'idéal de démocratie.

Ces combats n'appartiennent pas au passé : ce sont les combats de demain.

La crise sociale rampante qui affecte notre pays depuis des années a achevé de se transformer en crise démocratique. Cette crise affecte les institutions et la représentation, le pouvoir. Elle touche les corps intermédiaires, regardés avec défiance par une partie de nos concitoyens, au-delà des politiques, tentés par l'autoritarisme au nom de la réforme. L'idée même de citoyenneté est battue en brèche quand on considère la montée du complotisme et le vertige populiste, qui nous rappellent que les fascismes ont éclos dans les démocraties.

Le projet républicain est inachevé. La République appelle un combat sans cesse recommencé. Elle réclame des militants.

### La Ligue de l'enseignement, un acteur politique

Ce combat demande des forces. La Ligue en sera. La République en crise a besoin de nous. Elle a besoin de médiations, et de citoyens. C'est là notre vocation.

Faire des citoyens ? Dans une société désormais plus éduquée, ce rôle reste fondamental. Car l'instruction des individus n'ouvre pas spontanément sur une pleine citoyenneté. Celle-ci reste un horizon, et nombreux sont les vents contraires : les obscurantismes de toute nature, l'apathie civique, l'affaiblissement des syndicats et la déroute des partis politiques. Il nous faut aussi balayer devant notre porte et prendre notre part dans la responsabilité collective de cette situation : les associations, dont la nôtre, n'ont pas toujours su épauler les citoyens qui donnent de la voix.

La citoyenneté est également affaiblie par la transformation insidieuse du citoyen en consommateur et en « client », à travers la marchandisation de l'échange social et l'emprise du marché.

L'enkystement des inégalités finit par briser, pour les plus démunis, la possibilité même d'être citoyen.

L'action publique, enfin, se fait de plus en plus sans les citoyens, la verticalité politique se conjuguant avec l'expertise technocratique pour les écarter de décisions qui peuvent avoir un fort impact sur eux. Les « invisibles » ne prennent pas tous la parole. Mais tous doivent être pris en compte et intégrés au monde de la décision.

Cela demande des médiations, l'invention de nouvelles manières de recueillir la parole et d'organiser sa visibilité. La citoyenneté se travaille. Elle s'éprouve et se renforce dans le pouvoir d'agir. Aux illusions de la démocratie directe, nous préférons le développement de capacités collectives, d'un pouvoir d'agir qui soit aussi pouvoir de faire, de débattre, de comprendre. De peser.

C'est dans les territoires que cela se joue. Le réseau associatif de la Ligue de l'enseignement doit être un puissant instrument d'émancipation collective. Dans une société où les liens sociaux se distendent et où l'acceptation de la diversité reste difficile, notre engagement laïque nous enjoint à conjuguer émancipation individuelle et expression de la diversité culturelle. C'est un choix de valeur, qui doit être affirmé avec force contre tous les tenants des fermetures identitaires, quelles qu'elles soient. L'accueil des étrangers est devenu dans notre pays la pierre de touche de la sincérité des propos tenus. Nous joindrons les actes à la parole.

Parmi les grands sujets que devront affronter les démocraties dans les années et les décennies à venir, la protection de la planète est devenue nodale. La transition écologique exige la participation de toute la société. L'urgence environnementale ne demande pas d'imposer à la société des décisions difficiles, mais de réaliser un travail *dans* la société pour favoriser des prises de conscience dont témoignent déjà un nombre croissant de nos concitoyens, pour rendre acceptables des changements de pratiques, et pour engager les transformations structurelles ambitieuses que nous ne pouvons plus remettre à plus tard. Le savoir-faire des associations est ici irremplaçable.

Nous serons des activateurs de capacités démocratiques.

## L'éducation, un objet politique

Nous jouerons ce rôle en tant que militants d'une éducation qui émancipe, conscients – on ne peut plus l'ignorer – que l'École de la République est au cœur de tous les problèmes. L'éducation, notre combat historique, est le combat politique par excellence. Et si l'éducation se joue dans tous les espaces de la vie sociale et à tous les âges de la vie, l'École, de la maternelle à l'université, reste l'institution centrale, celle à partir de laquelle tout rayonne. Celle qui conditionne la bonne santé d'une société, et d'une démocratie.

L'éducation est plus que jamais un enjeu politique. C'est pourquoi il faut repolitiser cette question, prise entre des choix techniques et des héritages administratifs, des corporatismes et des conduites individuelles qui ont littéralement aveuglé le système. L'École publique, notre École, celle pour laquelle nous avons lutté, est aujourd'hui affaiblie. L'enseignement privé en profite pour accroître sa pression concurrentielle.

Il ne s'agit pas simplement d'achever la démocratisation scolaire. Au prétexte d'« égalité des chances », la machine à trier tourne à plein régime. Les meilleures volontés désertent l'École publique, ou cultivent en son sein l'évitement social. L'École, qui devait faire des citoyens et unifier le peuple, concourt aujourd'hui à la division sociale, accroît la dualisation de la société, et contribue à fabriquer un monde d'héritiers, où tout est joué d'avance et où les appartenances sociales se referment sur les individus, condamnant les plus fragiles à intérioriser leur échec en ne leur laissant que le choix entre la honte et le ressentiment. Ce n'est pas le monde que nous voulons, ce n'est pas l'École que nous voulons.

L'École doit retrouver le sens du « commun », du collectif et de la coopération, tout en permettant à chacun de développer ses aptitudes et ses aspirations singulières, être l'école de tous pour chacun.

Elle doit préparer tous les enfants et tous les jeunes à affronter les défis d'une société de l'information. Elle doit leur permettre de cartographier et de hiérarchiser les savoirs et de maîtriser de nouvelles compétences d'expression.

L'école de demain doit être en mesure de répondre aux défis posés à nos sociétés par les conquêtes technologiques. Elle doit devenir une ressource sociale partagée et permettre l'insertion de chacun dans de véritables projets éducatifs de territoires. C'est pourquoi il est plus nécessaire que jamais qu'à côté de l'École et au-delà de l'École, les mouvements d'éducation populaire retrouvent leur pleine capacité politique.

Quand l'École va mal, la République est fragilisée. Pour que l'École redevienne l'institution qui fait rayonner la République, la Ligue sera au rendez-vous de l'histoire.

**La Ligue de l'enseignement s'engage solennellement à faire vivre ces réflexions et cette ambition dans ses positions publiques, ses priorités et ses pratiques. Elle appelle son réseau et ses partenaires à se mobiliser pour le faire. Elle travaillera avec toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans ces orientations.**